

**DIR MOY TECH/AR-2024-397  
ARRETE DU MAIRE**

**Objet : PROLONGATION D'ARRETE PORTANT MODIFICATION DES CONDITIONS DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT - 7 Rue TEISSERENC DE BORT - Du 25 novembre au 20 décembre 2024**

**Le Maire,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L.2213-1 et L.2213-2 ;

**Vu** le Code Pénal notamment l'article R.610-5 ;

**Vu** le Code de la Route notamment ses articles L.411-1, R.411-8, R.417-10 et suivants ;

**Vu** le Code de la Voirie routière et notamment le titre 1<sup>o</sup>-dispositions communes aux voies du domaine public routier chapitre VI et VII ;

**Vu** l'arrêté et l'instruction interministériels sur la signalisation routière (livre I- 8<sup>o</sup> partie : signalisation temporaire) approuvés par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et modifiés par les textes subséquents ;

**Vu** le manuel du chef de chantier pour la voirie urbaine, la signalisation temporaire, volume III édité par le CERTU ;

**Vu** le guide pratique édité par OPPBTP relatif à la signalisation temporaire ;

**Considérant** que l'entreprise **ENEDIS – Rue de Chevreuse – 78310 Maurepas - Tél : 06.99.60.81.46** ainsi que l'entreprise **AZTP – rue de Bougainville Prolongée – 77550 LIMOGES-FOURCHES – tel : 09.67.02.20.09** doivent réaliser des travaux d'ouverture d'une fouille avec réalisation d'une tranchée de 12 mètres pour la création d'un branchement souterrain pour le compte d'ENEDIS ;

**Considérant** qu'il convient de règlementer l'occupation du domaine public pour permettre le bon déroulement des travaux et assurer la sécurité des usagers en prenant toutes les dispositions nécessaires à cet effet ;

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup>:** Les bénéficiaires sont autorisés à occuper le domaine public sur trottoir et chaussée durant la période du 25 novembre au 20 décembre 2024, au 7 Rue TEISSERENC DE BORT, afin de réaliser des travaux d'ouverture d'une fouille avec réalisation d'une tranchée de 12 mètres pour la création d'un branchement souterrain. A charge pour eux de se conformer aux dispositions des articles suivants.

**Article 2 :** L'entreprise devra faire l'ensemble des démarches administratives (DT/DICT) avant d'intervenir physiquement sur le chantier.

**Article 3 :** Le marquage des réseaux devra être réalisé et maintenu durant toute la durée du chantier.

**Article 4 :** Un balisage réglementaire de signalement de chantier correspondant au type de voie (ex : impasse, rue, boulevard, avenue, départementale, etc...) devra être mis en place et maintenu en parfait état durant la période des travaux.

**Article 5 :** Une fouille sera réalisée sur trottoir ainsi qu'une tranchée sur trottoir et chaussée.

**Article 6 :** Une interdiction de dépasser, une interdiction de stationner au niveau du chantier ainsi qu'un alternat, seront mis en place par l'entreprise :

**Pour la circulation en alternat :**

- Feux de chantier,
- Par signaux K10,
- Par panneaux B15 et C18,

**Article 7 :** La vitesse sera réduite à 30km/h.

**Article 8 :** Les zones de travaux devront être sécurisées avec des barrières de type ville de Paris,

une déviation piétonne sera mise en place au niveau des passages protégés.

**Article 9** : Les déblais devront être évacués le jour même des terrassements.

**Article 10** : L'entreprise procédera aussi souvent que nécessaire au nettoyage des abords du chantier.

Des déviations piétonnes et passages piétons de chantier temporaire seront réalisés selon les prescriptions.

La signalisation temporaire devra être mise en place par l'entreprise AZTP.

**Article 11** : Le stationnement de l'ensemble des véhicules de chantier et des personnes travaillant sur le site devra respecter le code de la route et la réglementation en vigueur, deux places de stationnements seront réservées pour les entreprises intervenantes.

**Article 12** : Les véhicules en stationnement irrégulier feront l'objet d'un enlèvement pour mise en fourrière, conformément au code de la route, notamment à l'article R.417.10.

**Article 13** : L'entreprise procédera à la réfection des lieux conformément aux cahiers des charges et aux prescriptions de la SQY et de la ville de Trappes. La ville de Trappes se réserve le droit d'apporter toutes modifications qui lui semblera utile.

**Article 14** : Toutes dispositions complémentaires de sécurité devront être mises en place si la situation l'exige.

**Article 15** : Les activités de chantier sont **autorisées de 8h30 à 17h00 du lundi au vendredi sauf dimanche et jours fériés.**

**Article 16** : Il est rappelé que l'affichage du présent arrêté doit être obligatoirement fait sur site 48 heures avant le démarrage des travaux et devra être affiché en permanence sur le chantier par l'entreprise en charge des travaux.

**Article 17** : Tout manquement aux dispositions du présent arrêté sera constaté par procès-verbal et poursuivi conformément aux lois. *Le chantier pourra être interrompu sans délai, si la sécurité des usagers se trouvait mise en cause.*

**Article 18** : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et notification, d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Versailles, ou d'un recours gracieux, devant le Maire de Trappes, qui dispose alors de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision prise, qu'elle soit implicite ou expresse, peut être déférée devant le Tribunal Administratif de Versailles pendant un délai de deux mois, à compter de sa notification.

Un recours juridictionnel peut également être déposé sur l'application Telerecours citoyens en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Dans ce cas, le demandeur n'a pas à produire de copies de son recours et le demandeur est assuré d'un enregistrement immédiat sans délai d'acheminement.

**Article 19** : Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le chef de la Circonscription d'Agglomération d'Elancourt, Monsieur le Directeur de la Police Municipale, Monsieur le Directeur Général des Services Techniques et toute autorité investie des pouvoirs de Police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont notification sera adressée au pétitionnaire par la voie administrative.

13 NOV. 2024

Fait à Trappes,

Ali RABEH

Maire de Trappes

